



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Justice

**Réponse de Madame Sam TANSON, Ministre de la Justice,
à la question parlementaire n° 7503 du 24 janvier 2023 de l'honorable député Pim KNAFF
concernant le travail des détenus au Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff**

Si l'objectif principal de la réforme pénitentiaire de 2018 est effectivement de favoriser sur tous les plans la réinsertion sociale des détenus, toujours est-il qu'il faut voir le système pénitentiaire dans son entièreté et que chacun des trois centres pénitentiaires du Luxembourg contribue, à son niveau, et en fonction de sa destination et son mode de fonctionnement, à la réalisation globale de cet objectif.

Le CPU conscient de l'importance de disposer des opportunités de travail pour les prévenus, a créé un service « Travail » en engageant une personne à plein temps en charge de la recherche et de la création de postes de travail pour les prévenus.

Actuellement, il y a douze prévenus qui travaillent à la cuisine centrale. Dans un avenir proche et dans la mesure du possible, il est envisagé d'augmenter ce nombre à quatorze personnes. Douze autres postes, consistant en des travaux de nettoyage et en d'autres travaux nécessaires au bon fonctionnement des services, ont été créés. Avec l'ouverture progressive de deux autres sections de détention, douze postes supplémentaires pourront être créés. En date du 6 février 2023, 23 prévenus occupaient un poste de travail. 27 prévenus sur 161 détenus se trouvaient sur une liste d'attente, dont 12 prévenus ne seront pas éligibles en raison de leur parcours disciplinaire. Enfin, à partir du moment où les quatre sections de détention seront en service, le CPU disposera de 36 salles polyvalentes dans lesquelles différentes occupations seront proposées aux prévenus, telles que par exemple la production de détergents de lessive ou autres produits ménagers pour le CPU.

Il est entendu que toutes ces tâches et occupations sont prestées par les prévenus contre rémunération.

Luxembourg, le 23 février 2023.

La Ministre de la Justice

(s.) Sam Tanson